

De: Desilets.Christian@hydro.qc.ca
Envoyé: 1 décembre 2009 14:57
À: Boutin, Anne-Lyne (BAPE)
Objet: RE: BAPE-questions 7 et 8 (DQ14)

Bonjour Madame Boutin,

Tel que demandé, vous trouverez ci-joint les réponses aux questions 7 et 8 transmises par la Commission BAPE vendredi soir.

N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous avez d'autres questions,

Meilleures salutations,

Christian Desilets

Délégué commercial - Approvisionnement énergétique
Hydro-Québec Distribution
Tél.: (514) 289-5415
Cell.: (514) 791-0930
e-mail: desilets.christian@hydro.qc.ca

Questions du 27 novembre 2009 adressées à Hydro-Québec

Renseignements complémentaires

Question 7

Considérant qu'il est prévu que l'argent sera mis de côté seulement à la 11^{ème} année d'existence du parc éolien pour son démantèlement mais que ces machines ont une durée de vie plus courte que ça si on regarde les parcs existants, qu'avez-vous prévu en cas de revente des parcs par les promoteurs et en cas de désuétude des machines ?

Réponse 7

En vertu de l'article 2.5 du document d'appel d'offres, les éoliennes composant le parc éolien doivent être conçues pour être opérées commercialement pour une durée au moins équivalente à la durée du contrat choisie par le soumissionnaire, soit 20 ans dans le cas du parc éolien de l'Érable. Afin de garantir le respect de cette exigence, le promoteur devait joindre à sa soumission une certification à cet effet produite par un organisme accrédité dans le domaine de la certification des éoliennes commerciales modernes, ce qui a été fait.

Dans ce contexte, il n'y a pas lieu de croire que la durée de vie des éoliennes du parc éolien sera inférieure à la durée du contrat. Il est difficile de comparer la durée de vie utile des éoliennes commerciales installées au cours des années 90 aux éoliennes utilisées pour les parcs éoliens récemment mis sous contrat, ces dernières étant technologiquement plus évoluées et plus matures.

Toutefois, si une ou plusieurs éoliennes du parc éolien devenait non fonctionnelle ou cessait de produire de l'électricité sur une base commerciale au cours d'une période continue de vingt-quatre (24) mois, le promoteur aurait l'obligation de la démanteler à l'intérieur de l'échéancier prévu au contrat.

Question 8

Pourquoi n'avez-vous pas prévu un montant d'argent pour prévoir le démantèlement dès le début de sa mise en fonctionnement au moment où les promoteurs sont encore solvables ?

Réponse 8

La décision d'exiger le dépôt des garanties de démantèlement au 10^{ième} anniversaire de la date de début des livraisons plutôt qu'au moment de la mise en service du parc éolien s'appuie sur les facteurs suivants:

- L'incertitude entourant l'existence de normes et de règlements éventuellement applicables au démantèlement des parcs éoliens;
- La difficulté pour les parties d'estimer le coût net du démantèlement du parc dans le contexte où cette activité est appelée à se produire près de 25 ans après le dépôt des soumissions dans le cadre de cet appel d'offres;
- L'obtention d'une certification à l'effet que les éoliennes auront une vie utile d'au moins 20 ans ce qui fait en sorte qu'elle n'auront atteint que 50% de leur vie utile au moment où les garanties de démantèlement seront déposées par le fournisseur.

En résumé, la décision d'exiger le dépôt des garanties de démantèlement après 10 ans est une solution de compromis qui vise à s'assurer que l'exigence de démantèlement sera respectée tout en minimisant l'impact à la hausse sur le prix de l'électricité payé par Hydro-Québec découlant de l'imposition de cette exigence.

Cela dit, tel qu'indiqué dans la réponse à la question 3, en cas d'incapacité financière du fournisseur à déposer les garanties de démantèlement requises au moment où celles-ci sont requises, il faut s'attendre à ce que le parc éolien et le contrat soient vendus puisque ces derniers représenteront des actifs attrayants compte tenu que les risques associés à l'obtention des autorisations environnementales et à la construction du parc auront été assumés par le fournisseur actuel. Dans un tel cas, le nouvel acquéreur serait alors lié par toutes et chacune des dispositions du contrat, incluant les exigences relatives au démantèlement du parc.